

Cadre de vie des enfants et des jeunes : avec quelques obligations pour les adultes, quels contextes pour une égalité des droits ?

L'enfant, pour que l'adulte soit fort, se doit d'être faible, avec ce postulat, dans le rapport au(x) savoir(s) le statut, le rôle et les fonctions de l'enfant seraient au service de cette suprématie de l'adulte.

Avec la confusion fréquente du pouvoir, de l'autorité et de la compétence, une des discriminations globale et majeure dont l'enfance souffre (jusqu'à sa majorité légale) réside dans l'absence complète et instituée d'attention à sa perception du monde dans lequel il vit comme le reste de l'humanité.

Plus exactement, le fractionnement et la confusion des temps d'éducation, d'enseignement, d'apprentissage et de vie sociale en des lieux spécialisés font que « *le cadre de vie* » ressemble à un puzzle qu'un malencontreux coup du sort à dispersé aux quatre vents. La description par les enfants et par les jeunes de leurs vécus du « cadre de vie », si les adultes (parfois) tentaient d'en percevoir les formes et les contenus surprend(ra)it ceux qui chausseraient des lunettes empathiques, un peu adaptées à cette lecture du réel vécu.

Dans la vie réelle, les enfants, les jeunes - comme les A.J. (anciens jeunes) - se comportent en prédateurs de temps et d'espace et s'attachent à identifier les discriminations dont les enfants et les jeunes sont les victimes imposent des cadres (des cadrages, comme au cinéma) où celles-ci seraient évaluées avec les enfants eux-mêmes. Les hors-cadres présentant un intérêt, comme les « best-off » des CD et cassettes vidéos des films.

Pour Dei-France dans sa mission de (re)connaissance, de promotion et d'évaluation de mise en oeuvre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE du 20 novembre 1989), un des paradoxe réside dans l'inscription de l'obligation de « porter à connaissance » la CIDE au sein même d'elle-même (la clé à l'intérieur de la boîte de sardines).

L'article 17 de la CIDE « *Médias et droit aux informations* » fait partie de la part expurgée de la « promotion gouvernementale de la CIDE depuis 2002, en raison légitime mais insuffisante de la protection de l'enfant comme une priorité. L'expression, l'organisation et l'information collective sont reléguées au rang des activités superflues alors que l'antienne de la solidarité et de l'éco-citoyenneté impose la connaissance partagée et l'engagement collectif. Sans doute un des avatars de la réussite individuelle comme doctrine politique.

Le sentiment d'appartenance à la communauté humaine, dans les différentes formes d'organisation sociale, du local (famille, école, Cité, les territoires de vie, de projet, de co-développement) évolue avec les conquêtes de compréhension du monde avec la mobilité (spatiale, sociale et symbolique) et avec les liens (enracinement et attachements) qui nous font êtres sociaux. La description fine de ces liens et le partage de leurs subtilités et parfois paradoxes, s'accommodent mal d'une culture de la productivité et du rendement chiffré.

Les objets technologiques nomades (téléphones portables et ordinateurs) en se substituant à des relations physiques dans la vie réelle pour des engagements sociaux, associatifs, syndicaux ou politiques, détournent le sens même de projet. Le sociologue Jean-Pierre Boutinet a bien décrit la dérive utilitariste et gestionnaire de la notion de projet, qui banalisée n'a plus aucune charge symbolique de construction de soi, mais seulement le rôle d'exutoire à très court terme des trop pleins d'énergie. La régulation des passions, un sujet permanent pour la paix civile et sociale, avec la tentation de l'anesthésie générale.

Nous pourrions dire que la société des adultes ne propose et/ou ne permet que peu de perspective de construction collective de soi dans un collectif en des « *territoires de projet* » identifiables par l'organisation, la prospective et l'évaluation collective consentie et documentée. Les politiques publiques – avec ce qu'il reste de l'Etat providence quand la décentralisation et la régionalisation ont redistribué les morceaux de sa dépouille – particulièrement celles dédiées à l'enfance – sont pas, peu évaluées (évaluables). Trop d'acteurs impliqués qui jouent peu la co-responsabilité et les enfants et les jeunes pris en otages dans ce morcellement d'intervenants, d'organisations, d'institutions, d'interventions. Le récit / parcours de vie individuel et collectif serait à (ré)écrire. L'écrire et le vivre comme ce que les sociétés de tradition orale n'ont cessé de faire, avec des plusieurs versions locales et « étrangères » pour dessiner des « différences », des transitions, des interstices où les comparaisons nourrissent la conscience d'être soi et autre et le sentiment d'une unité/diversité.

La démocratie participative documentée (esquissée par l'éducation populaire historique et particulièrement par les projets coopératifs / économie sociale et solidaire) s'offre à nous comme un contre-feux face à l'absence de sens commun du « *vivre ensemble* ».

L'expression artistique et les « créatifs culturels » dans la vie des organisations dédiées à jeunesse expérimentent une mise en problème des espaces transitionnels avec les productions artistiques comme objets transactionnels entre des temps et des lieux complémentaires du « *cadre de vie* ».

Ainsi « *La Grande Lessive* » ® proposée par la plasticienne Joëlle Gonthier (www.lagrandelessive.net), le 7 février prochain, les Semaines d'éducation contre le racisme de lutte contre les discriminations (Ligue de

l'Enseignement), le Printemps des Poètes et la Semaine de la Langue Française ou les Salons du Livre de la Jeunesse avec les concours de nouvelles, de BD, de vidéo « *Regards jeunes sur la cité* », locaux, régionaux, nationaux, internationaux, francophones ou européens, interntionaux.

Les opportunités existent, encore faut-il sortir la CIDE du tombeau où de multiples complicités la confinent.

Les Collectivités territoriales, avec le « *Développement durable* » (et solidaire) avec leurs promesses d'attention aux générations futures rencontrent l'absence d'implication, d'intérêt et d'écoute des enfants et des jeunes par des adultes crispés sur leurs assurances un peu fragiles d'un lendemain meilleur, d'un aujourd'hui réparé.

Le 2^{ème} Séminaire national des politiques locales de la jeunesse (juin 2006 à janvier 2007) ainsi que les X^{ème} Rencontres de la Démocratie locale de Dijon en octobre 2006 (www.adels.org) furent fort instructives de la relégation des enfants et des jeunes hors du grand récit d'humanité. Pour reprendre encore un propos du sociologue Jean-Pierre Boutinet, les enfants souffrent de "*L'immaturation de la vie adulte* » de leurs aînés et ce n'est pas le moindre de leur handicap pour prendre une place désirable et un peu enthousiasmante. Ces discriminations globales semblaient nécessaires à identifier.

Le travail de mémoire – droit d'inventaire – de la société civile peut utilement offrir des champs d'implication des enfants et des jeunes dans la construction de soi et dans l'élaboration des savoirs qui produisent autant de l'être qu'ils ne détruisent pas autrui ou la déjà fragile planète qui nous supporte autant que possible. Une recherche-action en sciences sociales prenant pour cadre des sites historiques ou naturels, des musées et appui sur du matériel ethnographique permet une (ré) écriture des parcours de vie (des histoires) dans le Grand récit d'humanité. La CIDE entrant au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon (CHRD) , dans des musées pour s'y inscrire dans la durée de l'émergence du statut de l'enfant et de ses Droits, ce détour en 2008 permettra la création multiple (en économie d'archipel) d'une Bande Dessinée avec des concours institutionnels, un conseil scientifique pro-CIDE et la participation effective d'enfants et de jeunes (*Les Ateliers d'Algebrista* © Arcure , animés par le C.I.C.S.TE Arcure Art. 17. - Délégation locale de Dei-France Sud Drôme-Haut Vaucluse en *Territoire Rhône*.

Avec la complémentarité des réseaux de la Décennie de Culture de Non-violence et de Paix de l'Unesco / Association Française des Communes Départements et Régions pour la Paix (www.afcdrp.com), d'Accordages (www.accordages.com), avec l'ADELS pour la démocratie locale ouverte aux enfants (www.adels.org), Dei-France avec son expertise nationale et internationale, avec le réseau naissant de délégations locales et les associations de l'éducation populaire (CNAJEP, CNVA, etc...) qui (re)connaissent la CIDE comme une Convention Internationale ambitieuse, structurante et nécessaire pour « penser et organiser » les politiques publiques impliquant les enfants, les jeunes, la famille, l'école, la vie associative, la formation tout au long de la vie.

Le retour d'une vieille lune « *un projet de société* », avec la pensée (entre autres) d'Albert Jacquard, d'Edgar Morin, autrement que le seul titre d'un de ses ouvrages, sans l'évaluation continue et partagée , les outils, la méthode, l'organisation et l'éthique.

M.J. Laveaud . Rousset-les-Vignes le 5 janvier 2008